



L'Université de Sherbrooke ouvre son centre hospitalier • En page 8

# CECM: aucun espoir de retour en classe lundi

## Québec n'a pas l'intention d'intervenir immédiatement Bertrand: c'est le cabinet qui décidera

Le gouvernement provincial n'a pas l'intention d'intervenir immédiatement dans le conflit entre la CECM et les 9,000 professeurs de Montréal. S'il le fait, ce n'est pas le ministre de l'Éducation, mais le conseil des ministres qui prendra la décision.

"Ce n'est pas que je veuille me défilier, mais ces conflits scolaires découlent d'une politique gouvernementale, et c'est au cabinet dans son ensemble d'agir", a expliqué M. Jean-Jacques Bertrand au cours d'une conférence de presse impromptue donnée hier soir pendant une cérémonie qui présidait le ministre français des Finances M. Michel Debré.

Il a précisé qu'il n'est donc pas question que des mesures soient prises avant le retour du premier ministre Daniel Johnson de New York.

"Cependant, à-t-il dit, nous n'avons pas l'intention de laisser la situation dégénérer en désastre, à Montréal ou ailleurs. Tant que les conflits en étaient au stade des négociations, c'était aux deux parties en cause (la CECM et l'Alliance à Montréal) de parler, mais avec la grève, l'intérêt public entre en jeu."

Il a ajouté que son "premier devoir" est de faire rapport de la situation au Conseil des ministres le plus tôt possible, de lui exposer le problème tel qu'il se présente. A son

avis, il fera ce rapport dès que le cabinet se réunira, au cours de la semaine prochaine.

Casser les rems ?

Le ministre de l'Éducation a d'autre part nié catégoriquement que le gouvernement ait l'intention de "casser les rems de qui que ce soit".

"Il n'y a aucun aspect de politique partisane dans notre position, a-t-il dit, contrairement à ce qu'ont dit deux députés de l'opposition. Comme ministre de l'Éducation, je réalise l'importance des enseignants et les droits qu'ils ont..."

"Les enseignants sont des gens de profession que nous respectons; ils ont droit à des salaires raisonnables, mais en fonction des moyens financiers de l'État et des contribuables."

Le système fiscal en cause

Pressé de questions par un journaliste, M. Bertrand a déclaré qu'il ne fait pas de doute que le système de taxation pour fins scolaires est une des causes de la direc-

Voir BERTRAND en page 2

- la CECM nie qu'elle ait rompu les négociations
- pas de nouvelles offres depuis 2 jours et demi
- Québec pourrait nommer un médiateur
- il reste 100 clauses à régler

par Yves LECLERC  
et Jacques LAFRENIERE

On ne sait trop quand reprendront les négociations entre la CECM et ses 9,000 professeurs en grève, à la suite de la confusion qui régnait tôt ce matin.

L'Alliance des professeurs et la Fédération des professeurs catholiques de langue anglaise, en effet, accusaient la Commission d'avoir rompu les négociations au cours de l'après-midi hier, tandis que la CECM niait catégoriquement que ce soit le cas, et accusait les enseignants d'avoir causé des difficultés en refusant que se poursuive le mandat du conciliateur du ministère du Travail.

"Loin d'avoir rompu les négociations, a déclaré un porte-parole de la commission scolaire, les négociateurs patronaux ont passé la journée au motel Fontainebleau (théâtre des pourparlers) à attendre leurs vis-à-vis syndicaux. Il nous semble évident que le refus des syndicats de se soumettre à l'arbitrage ainsi que nous l'avons proposé n'empêche pas les deux parties de poursuivre les discussions!"

Le président de l'Alliance M. Aimé Nault, de son côté, affirme qu'en répondant aux syndicats que leur position demeurerait inchangée, les représentants de la Commission rompaient effectivement les pourparlers.

"Dans l'esprit du Code du travail, a-t-il expliqué, il ne peut y avoir d'arbitrage qu'avec le consentement des deux parties; la seule chose qui reste à faire est de nous retrouver à la table des négociations et de tenter de trouver une solution par nous-mêmes. La Commission, en demeurant sur ses positions, rompt effectivement les pourparlers."

A la CECM, par contre, on déclarait dès avant-hier soir qu'après le refus de ses offres par les deux syndicats, c'était à ceux-ci de faire le premier geste désarmant; son attitude d'hier semble indiquer qu'elle s'en tient toujours à cette interprétation.

Par ailleurs, les représentants de l'Alliance et de la Fédération ont annoncé qu'ils seraient au motel Fontainebleau cet après-midi entre une heure et 3 heures, mais on ignore encore si les négociateurs patronaux avaient l'intention de les y rencontrer.

Arbitrage ou médiation

Dans les circonstances, cependant, on doute que les discussions puissent reprendre de façon efficace, à moins de l'intervention d'une tierce partie. Cette tierce partie, la CECM voudrait que ce soit un tribunal d'arbitrage de trois hommes, alors que les professeurs sont plutôt en faveur de la nomination d'un médiateur choisi par le gouvernement provincial, et approuvé par les deux parties.

C'est d'ailleurs là la solution proposée par un comité de parents formé de dirigeants de la monnaie internationale qui respecte les souverainetés nationales. Il a pris contact avec divers ministres québécois, et en particulier avec le premier ministre, M. Daniel Johnson, qui l'a reçu avec son épouse.

— Nos informations à la page 13.

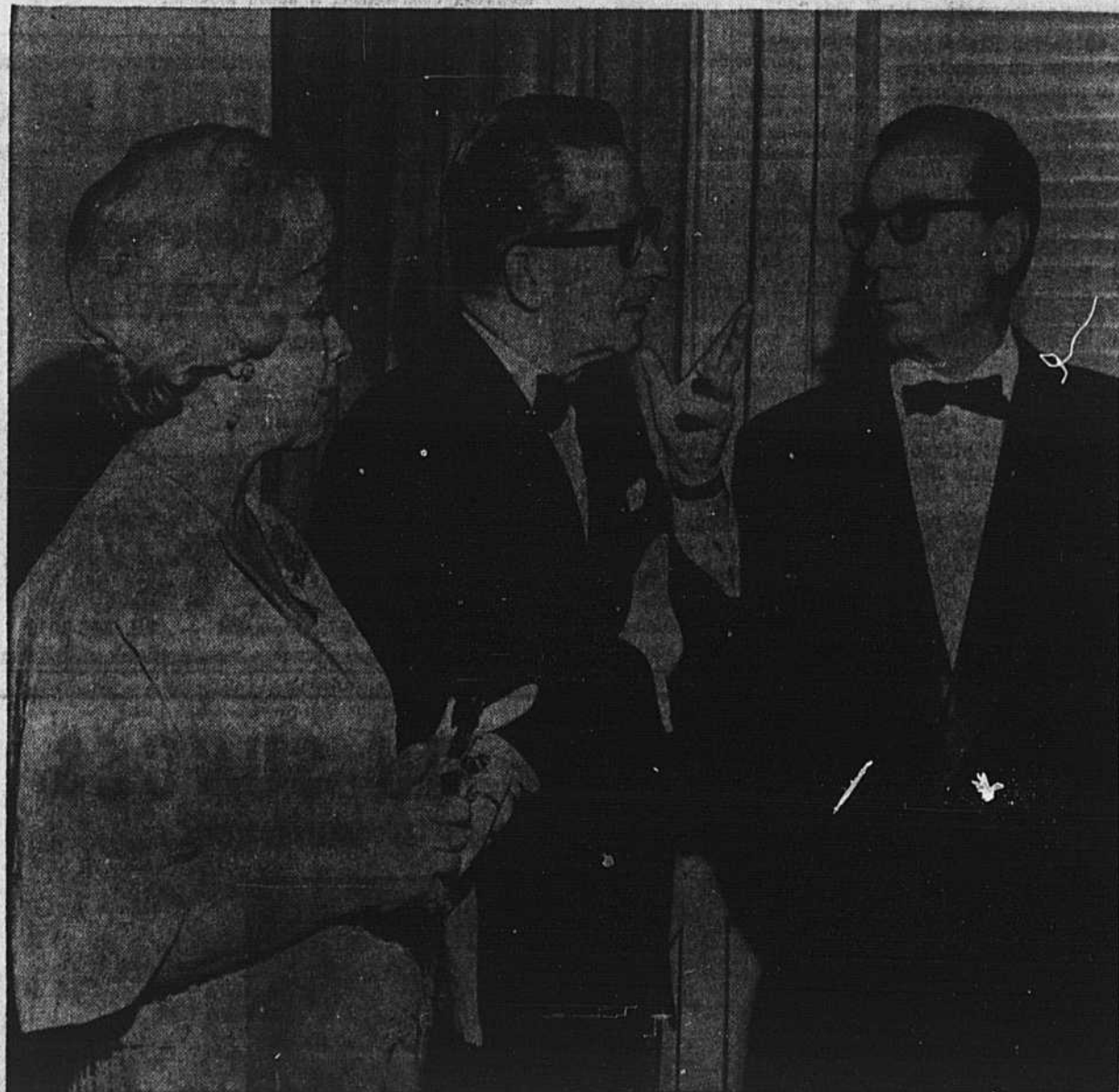


photo Yves Beauchamp, LA PRESSE

M. Michel Debré, le personnage no 3 de la France, ministre de l'Economie et des Finances, était hier à Montréal où, après avoir été reçu par M. Jean Drapeau, il a défendu devant la Chambre de commerce française la nécessité d'une nouvelle

## Washington et Hanoi ont des contacts indirects en vue de ramener la paix

LA NOUVELLE-DELHI. (UPI,PA,AFP). — Diverses consultations — dont plusieurs se déroulent à La Nouvelle-Delhi — viennent de débiter, dans le but apparent de rétablir la paix au Vietnam.

C'est ainsi que, selon un porte-parole du gouvernement indien, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Chester Bowles, et le consul général nord-vietnamien, M. Nguyen Hoa, ont été reçus séparément, au cours des derniers jours, par M. T.N. Kaul, secrétaire chargé du Vietnam au ministère indien des Affaires étrangères. On a appris de sources informées que M. Kaul a discuté de la situation vietnamienne avec les deux représentants.

Parallèlement à ces consultations, des efforts sont faits en vue de réactiver la Commission tripartite internationale de contrôle pour le Vietnam. Un porte-parole du gouvernement indien a en effet confirmé hier que les trois membres de la Commission — Canada, Inde et Pologne — s'étaient mis d'accord sur le principe d'entretiens qui se tiendraient "à une date, en un lieu et à un échelon appropriés déterminés d'un commun accord".

Les déclarations de Paul Martin

Le porte-parole a ajouté que ces entretiens porteraient sur le fonctionnement de la Commission. Mais, dans les milieux diplomatiques, on estime qu'une telle réunion pourrait prélever à une nouvelle initiative de paix au Vietnam. Enfin, le porte-parole a précisé que la Commission de contrôle, qui avait été chargée de surveiller l'application de la trêve, avait dû faire face à "d'incessantes hostilités".

Bien qu'aucune autre précision n'ait été apportée quant à la teneur de ces entretiens, on estime dans les milieux diplomatiques de la Nouvelle-Delhi que les récentes déclarations de M. Paul Martin, secrétaire d'Etat canadien aux Affaires extérieures, qui a confirmé que les conversations entre le Canada et d'autres pays sur la possibilité d'une

Voir CONTACTS en page 2



## Premiers prix à deux photographes de LA PRESSE

L'Association des photographes de presse de Montréal a distribué ses lauriers pour 1966 et a accordé ses premiers prix hautement convoités à deux photographes de LA PRESSE: MM. Antoine Desilets et Michel Gravel.

M. Desilets a obtenu le 1er Prix comme photographe de magazine.

M. Gravel a également obtenu le 1er Prix comme photographe de presse.

A la page 35, une sélection des documents primés.

## Le juge refuse de libérer Louis Sicotte

ST-JEROME. (Claude Brun)

Le juge Omer Côté, de la Cour des sessions de la paix, a refusé toute caution à Louis Sicotte qui, cette fois, est accusé du complot et de l'incendie criminel d'un hôtel de Pointe-Claire en 1962.

Le prévenu, arrêté vendredi matin sur une ordonnance de la cour, devra demeurer derrière les barreaux jusqu'au 17 courant, alors que s'ouvrira son enquête préliminaire.

Sicotte, qui a mis en branle une enquête sur les méthodes de la police, a été appréhendé chez des amis, au 4124 rue Laval. Au moment de son arrestation, il a prétendu qu'il était en repos à cet endroit sur la recommandation de son médecin.

On se rappellera qu'il avait accusé les agents du commissariat des incendies d'avoir usé de cruauté à son égard en vue de lui faire signer des aveux. Ces aveux l'ont ensuite mené devant les tribunaux où il a écopé d'une peine de deux ans qui, par la suite, a été transformée en sentence suspendue.

La Couronne l'a soumis hier à deux examens médicaux.

## L'économie canadienne

LA PRESSE publie lundi son cahier annuel sur l'économie canadienne. L'édition de cette année comprend de nombreux articles de collaborateurs extérieurs et des tableaux complets des activités boursières des principaux parquets d'Amérique du Nord. Ce cahier de 44 pages sera distribué avec l'édition régulière de LA PRESSE.

## SOMMAIRE

- Annuaire classé / 36 à 48
- Bandes dessinées / 26
- Bricolage / 41
- Bridge / 16
- Calendrier des pionniers / 16
- Courrier "Que faire?" / 12
- Déclats, naissances, etc. / 51
- Editorial / 4
- Finance / 32 et 33
- Horoscope / 16
- Immobilier / 14 et 15
- Jardinage / 27
- "La loi c'est la loi" / 9
- L'auto / 27
- Les timbres / 27
- Loisirs et récréation / 26 et 27
- Mots croisés / 40
- Nouvelles internationales / 17
- Nouvelles nationales / 13
- Sports / 28 à 30
- Tourisme / 19 à 25
- Tribunaux / 9
- Vie féminine / 10 et 12
- Vie mondaine / 11
- Vie religieuse / 16
- Votre médecin / 10

CKAC 730

## Entrevue exclusive avec la mère de l'écrivain Réjean Ducharme

# "Je peux affirmer que Réjean est mon fils"

par Luc PERREAULT

Mme Omer Ducharme, la mère de Réjean, de l'île Saint-Ignace, près de Berthier, a déclaré hier au cours d'un interview téléphonique contre les insinuations visant à mettre en doute l'existence de son fils, l'auteur déjà célèbre de "L'avalée des avalés".

"Je peux affirmer, a-t-elle déclaré, que Réjean est bien mon fils et qu'il est également l'auteur de "L'avalée des avalés". Selon celle-ci, la cabale déclenchée autour de son nom ne viserait qu'à le forcer à sortir de la retraite volontaire où il s'est placé.

"Réjean, a expliqué Mme Ducharme, croit qu'il est encore trop tôt pour paraître en public. Il pense que le moment n'est pas encore venu pour le faire. Je l'approuve entièrement et je pense que c'est la meilleure attitude à adopter actuellement."

Pour de dérangier

L'écrivain aurait quitté depuis une semaine le domicile qu'il occupait (à la suite de plusieurs autres) à Montréal et qui n'était connu que de sa famille et de ses seuls amis. Sa mère a admis qu'il changeait fréquemment de domicile pour échapper aux journalistes.

"Il ne garde qu'une paire de pantalons et une machine à écrire, a-t-elle précisé. Il trouve que ça lui suffit. Je l'ai invité à venir vivre à l'île Saint-Ignace où se trouvent la plupart de ses affaires personnelles. Il serait tranquille ici. Durant le jour, il n'y a que moi. Mais il a refusé. Il a peur de dérangier."

Réjean Ducharme fuirait les journalistes par timidité, autant que par crainte d'une gloire prématurée. Il craint d'être mal compris de ceux qui l'interrogeraient. Il garde tout frais à la mémoire a noté sa mère. L'interview pénible qu'il a accordé à un

journaliste ivre peu après la publication de son livre. Mme Ducharme a également nié la déclaration qu'une amie de Réjean aurait faite à un journaliste d'un quotidien du matin selon laquelle il serait actuellement dans une situation financière fort précaire.

"Réjean ne vit pas dans la pauvreté comme ils l'écrivent, a-t-elle affirmé. S'il n'a pas beaucoup d'argent, c'est parce qu'il tenait à terminer ses deux romans, "Le nez qui vogue" et "L'océan-tum", avant de se remettre au travail. Travailler ne l'a jamais intéressé, bien sûr, mais c'est inexact de dire qu'il vit dans la misère."

Elle a admis que, forcé de le faire, son fils sait répondre aux attaques qui lui sont faites. Elle a donné, en exemple, l'attitude qu'il a prise concernant l'édition Pierre Tisseyre. S'il s'est décidé à répondre par lettre à ce dernier c'était dans le but d'apporter des éclaircissements à cette affaire et après avoir été profondément humilié par l'attitude de l'éditeur.

Enfin Mme Ducharme a déclaré: "Réjean n'a pas été déçu de n'avoir pas reçu le prix Goncourt. Il ne recherche pas les honneurs. Il continue à écrire, même

Voir REJEAN en page 2

## AUJOURD'HUI

### Alarme à l'hôpital Notre-Dame

C'est un cri d'alarme qu'a lancé hier le directeur du service d'urgence et de coordination des services externes de l'hôpital Notre-Dame, Dr Roland Boucher. Ces départements sont surchargés et le médecin affirme que la situation est intenable.

— Page 34

### Amélioration des passages à niveau: surtout en Ontario

Tandis que la Commission fédérale des transports consacre 40 pour cent de son budget à améliorer et réparer les passages à niveau existants, elle n'en consacre que 15 pour cent à l'Ontario. En la Québec, affirme l'Association de la sécurité, on demande peu de choses.

— Page 3



